

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° I-3926

présenté par

Mme Dalloz, Mme Bonnivard, M. Fabrice Brun, M. Ray, Mme Minard et M. Breton

ARTICLE 36

I. – À la ligne 111 de la dernière colonne du tableau de l'alinéa 1, substituer au montant :

« 7 140 000 »

le montant :

« 7 330 000 ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« XV. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement actualise les plafonds des droits perçus au profit de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) dont les montants actuels ont été fixés par la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012. Conscients des enjeux budgétaires de notre pays et très attachés à la cogestion des SIQO, les professionnels ont, en responsabilité dans une période de crise agricole, votés une augmentation des droits perçus par l'INAO pour mener à bien ses missions. Sur proposition des professionnels des filières sous Signes de Qualité réunis au sein du Comité Permanent de l'INAO, il convient d'intégrer cette augmentation de recette pour l'Etat et de modifier le Code Rural pour entériner cette augmentation des « droits INAO ».

Cette augmentation des « droits INAO » vise à consolider les modalités de financement de l'établissement à long terme. L'ensemble des produits bénéficiant de ces signes de qualité participent aux contributions professionnelles au budget de l'INAO.

Par conséquent, il faut augmenter le plafond d'affectation 2026 d'autant et l'augmenter du montant de la ressource supplémentaire attendue par l'effort des filières sous Signes de Qualité.